

Département du Rhône (69)

## Communauté de communes Beaujolais Nizerand Morgon



---

### Mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Denicé - Réalisation du zonage pluvial

Dossier d'enquête publique











<b>Zonage pluvial.....</b>	<b>40</b>
<b>I Rappels réglementaires.....</b>	<b>42</b>
<b>II Synthèse des outils de gestion.....</b>	<b>44</b>
<b>III Orientations de gestion .....</b>	<b>45</b>
III.1 Principe général.....	45
III.2 Terminologie.....	46
III.3 Récupération des eaux pluviales .....	46
III.4 Evacuation des eaux pluviales .....	47
III.5 Maîtrise de l'imperméabilisation .....	49
III.6 Corridors d'écoulement.....	49
III.7 Instauration de la taxe eaux pluviales .....	50
<b>IV Cartographie .....</b>	<b>52</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>54</b>









# **Présentation générale de la collectivité**

---







### I.3.3 Urbanisme

#### 📄 Document communal

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Denicé a été approuvé le 21 mai 2008 en conseil municipal.

#### 📄 Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le SCOT pour les pays du Beaujolais a été approuvé le 29/06/2009 ; il est, par définition, opposable au tiers. Il concerne treize communautés de communes : du Haut Beaujolais (CCHB), de la Région de Beaujeu (CCRB), de la Haute Vallée d'Azergues (CCHVA), du Pays d'Amplepuis Thizy (CCPAT), Beaujolais Vauxonne (CCBV), Beaujolais Nizerand Morgon (CCBNM), de Villefranche sur Saône (CCVS), du Pays de Tarare (CCPT), des Pays du Bois d'Oingt (CCPBO), Beaujolais Saône Pierres Dorées (CCBSPD), Monts d'Or Azergues (CCMOA), Beaujolais Val d'Azergues (CCBVA). Soit au total 136 communes et près de 200 000 habitants.

### I.3.4 Activités professionnelles et établissements d'accueil

Les établissements présents sur la commune sont principalement des commerces et des entreprises de services divers et ne semblent pas rejeter d'effluents particuliers en termes de qualité ou de quantité.

La commune compte deux écoles primaires et deux restaurants, tous raccordés au réseau de collecte. De nombreuses exploitations viticoles et agricoles sont également présentes sur le territoire communal.

L'entreprise « Chimie Plus Laboratoire » située route des Alouettes n'est pas raccordée au réseau d'assainissement des eaux usées. Son dispositif d'assainissement autonome a été contrôlé il y a peu (06/04/2012). L'entreprise ne rejette pas d'effluents particulier lié à son domaine d'activité, il s'agit uniquement d'un grossiste.























# **Zonage d'assainissement des eaux usées**

---











## II Etat des lieux de l'assainissement collectif communal

---

### II.1 Organisation et gestion

La compétence de l'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) est portée par la Communauté de Communes Beaujolais Nizerand Morgon.

Le service est exploité en délégation de service public par l'entreprise VEOLIA EAU.

Plusieurs études ont été réalisées sur le territoire de la CCBNM, et notamment un schéma directeur d'assainissement (G2C Environnement, 2005) et un diagnostic des réseaux (Artelia, 2012).

La commune de Denicé dispose d'un système d'assainissement, appelé « Le Nizerand » : la station des Bruyères sur la commune de Denicé dessert les communes de Denicé, Montmelas-Saint-Sorlin, Rivolet et une partie de Lacenas. De plus, l'ancien système d'assainissement « Les Louattes » vient d'y être raccordé, courant 2013. Le système « Nizerand » dessert ainsi maintenant plusieurs autres hameaux de Denicé (Les Louattes, Pirevert et Mondart).

Un plan des différents réseaux figure en Annexe n°1.

### II.2 Inventaire des rejets

D'après le diagnostic des réseaux d'assainissement réalisé en 2012 par le bureau d'étude Artelia sur l'ensemble de la communauté de commune, Denicé compte 712 équivalents-habitants raccordés au système d'assainissement « Nizerand », soit environ 280 abonnés à l'assainissement collectif d'après le taux communal de 2.5 habitants par logement.

### II.3 Système d'assainissement « Nizerand »

#### II.3.1 Réseaux de collecte

Les deux antennes desservant les communes de Montmelas-Saint-Sorlin et Rivolet rejoignent sur la commune de Denicé un collecteur principal qui longe le Nizerand. Les eaux usées du bourg communal sont ensuite collectées par un réseau majoritairement unitaire. En amont de la station d'épuration des Bruyères se raccorde également le réseau d'assainissement en provenance de Lacenas, ainsi que celui desservant les hameaux Pirevert, Les Louattes et Mondard (ancien système d'assainissement des Louattes, dont la station d'épuration a été supprimée).

Les principales caractéristiques du réseau sont présentées dans le tableau de la page suivante.

Type de réseau	Linéaire	Ouvrages particuliers	Dysfonctionnements
			<u>Débit linéaire d'ECP compris entre 20 et 50 l/j/ml :</u> - 2 820 ml de réseaux « préoccupants » en amont du DO n°4
Mixte	14 km de réseaux séparatifs (80 %)	5 déversoirs d'orage	<u>Apports d'eaux pluviales :</u> - Secteur Grange des Maures/La Brosse, le fossé longeant la route de Roanne est connecté au réseau unitaire. Les eaux pluviales issues du bassin versant agricoles sont également collectées par les grilles des voiries. - Secteur Ronzière, un fossé est également connecté au réseau unitaire (dallot).
Gravitaire (hors réseau en provenance de Lacenas)	3.2 km de réseaux unitaires (20%)	2 postes de refoulement	<u>Divers :</u> - Nombreux regards non trouvés entre Rivolet et Denicé. - Plan non à jour par rapport au raccordement du système d'assainissement des Louattes sur la station des Bruyères

Différents travaux ont été préconisés dans le diagnostic de 2012 pour la commune de Denicé (système d'assainissement « Nizerand ») :

Priorité	Année	Travaux	Coût	Gain
1	Année 1	Mise en place d'un dessableur en amont de la STEP des Bruyères	33 000 €	Protection des pompes en entrée de la station
		Déconnexion du fossé pluvial de la rue du cimetière	35 000 €	-0.4 ha de surface active
	Année 2	Déconnexion du fossé pluvial de la D504	3 000 €	-4 ha de surface active
	Année 4	Mise en place d'un bassin d'orage en amont de la STEP des Bruyères	99 000 €	Suppression des déversements pour des événements d'une période de retour inférieure à 1 mois
2	Année 6	Mise en séparatif branche « D76 »	201 000 €	-0.5 m³/h d'eaux claires parasites -2.9 ha de surface active
	Année 8	Mise en séparatif branche « Maisons neuves - Partie Amont »	111 000 €	-0.4 m³/h d'eaux claires parasites -3.8 ha de surface active
		Mise en séparatif branche « Maisons neuves » - Raccordement au réseau en amont du DO4	112 000 €	-0.2 m³/h d'eaux claires parasites -1.1 ha de surface active
	Année 12	Déconnexion eaux claires parasites : investigations complémentaires	4 000 €	-6.2 ha de surface active
		Déconnexion eaux claires parasites : travaux	228 000 €	
3	Année 15	Mise en séparatif complète de Denicé	135 000 €	-0.5 ha de surface active
TOTAL			961 000 €	-1 m³/h d'eaux claires parasites -19 ha de surface active

Le réseau d'assainissement du bourg de Denicé est ancien (unitaire, dallot). Différents travaux ont été préconisés dans le diagnostic d'assainissement de 2012 : mises en séparatif, déconnexions de fossés, etc. L'échéancier proposé devra être respecté dans la mesure du possible.

### II.3.2 Station d'épuration des Bruyères

#### 📄 Présentation et dimensionnement

La station des Bruyères, située sur la commune de Denicé est de type boues activées. L'ouvrage a initialement été dimensionné pour traiter les eaux usées générées par 4 500 EH (3 000 EH hors vendanges). La population actuellement raccordée est estimée à 2 000 EH, d'après le diagnostic d'assainissement de 2012 (1 840 EH) auquel a été rajouté la population anciennement raccordé au système d'assainissement des Louattes (140 EH).



#### 📄 Autosurveillance

D'après les résultats de l'autosurveillance de 2009, les rejets respectent les limites prescrites par l'arrêté du 22 juin 2007 en concentrations et en rendements. Cependant ils ne respectent pas les niveaux à atteindre sur la DBO<sub>5</sub>, DCO, NTK et P<sub>T</sub> définis dans le dossier de déclaration de la STEP.

Le tableau suivant reprend les rendements épuratoires minimaux requis pour respecter l'objectif de qualité classe « verte ». Ils ont été calculés dans le dossier de déclaration de la station :

	DBO <sub>5</sub>	DCO	MES	NTK	P <sub>T</sub>
Rendement épuratoire minimal requis pour respecter l'objectif classe « verte »	97.9 %	95.3 %	89.3 %	97.2 %	99.8 %
Rendements moyens actuels	96.1 %	84.8 %	96.1 %	82.6 %	18.1 %

#### 📄 Dysfonctionnements rencontrés

En plus des rendements insuffisants constatés, de déversements très fréquents sont observés au niveau du trop-plein du poste de refoulement en entrée de station.

Enfin, par temps de pluie, le poste de relevage est régulièrement ensablé, ce qui dégrade les pompes et entraîne des rejets directs au milieu naturel via le by-pass.

#### 📄 Capacité résiduelle et conclusions

**D'après la charge collectée actuelle, l'unité de traitement des Bruyères n'est qu'à environ 70 % de sa capacité nominale (en tenant compte du raccordement récent du système d'assainissement des Louattes).**











L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

#### IV.2.2 Choix des élus

---

**Le reste de la commune présente un habitat diffus. La faible densité d'habitations des autres hameaux ne permet pas d'envisager la mise en place d'un système d'assainissement collectif à un coût raisonnable.**

**De plus, la Communauté de Communes Beaujolais Nizerand Morgon doit déjà réaliser de nombreux investissements sur les réseaux de collecte et les unités de traitement des différents systèmes d'assainissement de son territoire.**

**Pour ces raisons, le reste du territoire communal est maintenu en assainissement non collectif.**

---

#### IV.2.3 Description des filières d'assainissement non collectif

D'après les données collectées, la contrainte principale est la faible perméabilité des sols et le manque de place.

Les fiches descriptives des filières paraissant adaptées à l'issue de l'étude de sols réalisée dans le cadre du précédent zonage, sont proposées en Annexe n°2.

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

#### IV.2.4 Gestion et organisation

##### IV.2.4.1 Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, **les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif**. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; **elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012**, puis selon une **périodicité qui ne peut pas excéder dix ans**.

Elles peuvent, **à la demande du propriétaire**, assurer l'**entretien** et les **travaux de réalisation** et de **réhabilitation** des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le **traitement des matières de vidanges** issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent **fixer des prescriptions techniques**, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

#### IV.2.4.2 Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

##### **Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :**

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine,...) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'usager.

##### **Le contrôle de réhabilitation**

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'usager sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.


##### **Le contrôle de bon fonctionnement**


Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. La fréquence maximale a été décalée à 10 ans d'après la Loi Grenelle II. Il permet également d'informer et de conseiller l'usager.

#### IV.2.4.3 L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« O

 *leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*

 *le bon écoulement et la  
traitement ;*



*Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.*

**La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.**

☐ accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

☐

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent.

**De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.**

Le DTU XP 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
<b>Fosse septique</b>	Eviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50 % de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique) Veiller à la remise en eau	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
<b>Préfiltre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte</b>	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
<b>Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)</b>	Eviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
<b>Boîte de bouclage et de collecte</b>	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
<b>Dispositifs aérobies</b>	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

#### IV.2.5 Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

**En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires.** Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 4 000 et 10 000 €HT. Les particuliers peuvent, dans certains cas, bénéficier d'aides financières de la part de l'agence de l'eau.

## IV.3 Cartographie

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement des eaux usées définit :

☐ **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



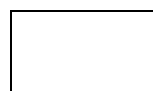
Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

☐ **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles incluses desservies en situation future par le réseau collectif.

☐ **Des zones d'assainissement non collectif :**



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

## IV.4 Orientations

Le zonage d'assainissement consistera à définir :

☐ **En assainissement collectif actuel :**

Les Louattes, Pirevert, Mondard, le bourg communal, le Carrat, le Vivier, Au Buisson, Franchise, Champ de la Croix, Narbonne.

☐ **En assainissement collectif futur :**

La Veinerie, Place Buyat, Caillotièrre et Bois Belu.

☐ **En assainissement non collectif :**

Le reste du territoire communal.

La cartographie présentée en Annexe n°3 constitue le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.





# **Zonage pluvial**

---





## I Rappels réglementaires

---

Le principe général de gestion des eaux pluviales est fixé par le Code Civil :

### **Code Civil Article 640**

*« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.*

*Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.*

*Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »*

### **Code Civil Article 641**

*« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.*

*La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.*

*Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir ; mais ils ont droit à une indemnité en cas de dommages résultant de leur écoulement.*

*Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents.*

*Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge du tribunal d'instance du canton qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété. »*

L'article L. 2333-97 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la gestion des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes :

### **CGCT Article L2333-97**

*« La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constituent un service public administratif relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe annuelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines, dont le produit est affecté à son financement. Ce service est désigné sous la dénomination de service public de gestion des eaux pluviales urbaines. »*

Les communes conservent également une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier.

**Code de la voirie routière Article R141-2**

*« Les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre l'écoulement des eaux pluviales et l'assainissement de la plate-forme ».*

---

**De plus, les collectivités sont tenues de mettre en place un zonage d'assainissement des eaux pluviales, au même titre que le zonage d'assainissement des eaux usées.**

---

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

**CGCT Article L2224-10**

*« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

*3) Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement*

*4) Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Le zonage d'assainissement n'a aucune valeur réglementaire s'il ne passe pas les étapes d'enquête publique et d'approbation.

A noter aussi que l'article L211-7 du code de l'environnement habilite au demeurant les collectivités territoriales et leurs groupements à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement.

Enfin, dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire doit prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales. La responsabilité de la commune, voire celle du maire en cas de faute personnelle, peut donc être engagée par exemple en cas de pollution d'un cours d'eau résultant d'un rejet d'eaux pluviales non traitées.







de la commune concernée. La réglementation actuelle devrait donc être modifiée tout en assurant les exigences sanitaires fixées lors de l'élaboration de l'arrêté du 21 août 2008.

Toute interconnexion avec le réseau de distribution d'eau potable est formellement interdite.

Les cuves de récupération des eaux de pluie seront enterrées ou installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.). L'ouvrage sera équipé d'un trop-plein raccordé ou non au dispositif d'infiltration ou de rétention. Les cuves de récupération des eaux pluviales enterrées et installées dans un sol susceptible d'être soumis à des montées de nappe, seront lestées et ancrées afin d'éviter tout soulèvement lors de la montée des eaux.

Un volume de 2 à 4 m<sup>3</sup> est susceptible de satisfaire les besoins d'une famille de 4 personnes selon les usages.

### III.4 Evacuation des eaux pluviales

Concernant l'évacuation des eaux pluviales, trois principes s'offrent aux aménageurs :

- L'infiltration des eaux pluviales dans le sol, qui sera privilégiée, sous réserve que le sol en place soit apte à recevoir les eaux pluviales de l'aménagement ;
- Le rejet dans un milieu superficiel (fossé, talweg, ruisseau) ;
- Le rejet dans un réseau de collecte des eaux pluviales.

#### III.4.1 Infiltration des eaux pluviales

L'infiltration des eaux pluviales consiste à infiltrer dans le sous-sol les eaux de ruissellement générées par un projet. Cette solution permet de ne pas avoir à gérer les eaux dans des infrastructures de stockage ou de collecte.

---

**L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée et privilégiée par les aménageurs. Il est préconisé que le dispositif d'infiltration soit dimensionné a minima pour gérer une pluie de période de retour 10 ans.**

---

Il est rappelé que la collectivité compétente se réserve le droit de refuser un rejet d'eaux pluviales dans ses infrastructures si elle estime que l'aménageur dispose de solutions alternatives de gestion des notamment par le biais de l'infiltration. L'aménageur pourra ainsi argumenter sa demande de rejet avec une étude de sols.

L'infiltration est assurée en général par des puits d'infiltration (profondeur entre 1,5 et 5 m) ou des tranchées d'infiltration superficielles. Un exemple de puits d'infiltration est donné en Annexe 4.

La faisabilité de l'infiltration sera jugée sur les critères suivants :

#### ❑ Perméabilité des sols :

- Les sols présentant une perméabilité  $P \leq 10^{-7}$  m/s ne permettent pas l'infiltration correcte des eaux pluviales. L'infiltration est interdite sur ces secteurs.
- Sur les sols présentant une perméabilité comprise entre  $10^{-7} < P \leq 10^{-4}$  m/s, l'infiltration des eaux pluviales pourra être réalisée directement dans le sol par le biais d'un puits d'infiltration par exemple.
- Les sols présentant une perméabilité supérieure à  $P > 10^{-4}$  m/s sont favorables à l'infiltration des eaux pluviales mais la forte perméabilité des sols présente un risque

de transfert rapide des polluants vers les écoulements souterrains (risque de pollution des nappes).

Des précautions doivent donc être prises lors de la mise en œuvre de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales issues de voiries et de parking, telles que la mise en place de dispositifs étanchés de traitement par décantation ou par confinement (type bassin de rétention). Ce système doit permettre de piéger une partie de la pollution contenue dans les eaux pluviales avant infiltration dans le sous-sol. De plus, pour les zones d'activités et les parkings, un débourbeur-déshuileur sera mis en œuvre en aval de l'ouvrage de rétention et en amont du dispositif d'infiltration.

- ❑ **Pente du terrain** : Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté sur des parcelles présentant des pentes supérieures à 10 %, sauf si une étude technique apporte la justification de l'absence d'impact sur les parcelles et les biens situés en aval.
- ❑ **Zone inondable** : Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté dans l'emprise d'une zone inondable.
- ❑ **Périmètre de protection de captage** : Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage.
- ❑ **Présence d'une nappe ou d'un écoulement souterrain** : Une hauteur minimale de 1 m sera respectée entre le fond du dispositif d'infiltration et le niveau maximal de la nappe ou de l'écoulement souterrain.

Toutefois, l'aptitude réelle des sols à l'infiltration ne pourra être validée qu'à l'issue d'une étude approfondie à l'échelle de la parcelle concernée.

#### III.4.2 Rejet vers les eaux superficielles ou les réseaux d'eaux pluviales

Dans le cas où l'infiltration s'avère impossible ou insuffisante le rejet des eaux pluviales s'effectuera de préférence vers le milieu naturel.

Si le rejet ne peut être effectué vers le milieu naturel, les eaux pluviales seront orientées vers un réseau séparatif eaux pluviales et en dernier ressort et sous réserve d'accord de la collectivité dans un réseau unitaire.

L'aménageur veillera à justifier son choix. Dans le cadre d'un raccordement direct ou indirect sur un réseau unitaire, l'aménageur démontrera qu'aucune autre solution de rejet n'a pu être mise en œuvre.

---

**La gestion des eaux pluviales doit se réaliser de façon à limiter les débits et assurer l'écoulement des eaux pluviales tel qu'il était avec le terrain naturel. Il est recommandé que les ouvrages de rétention soient dimensionnés pour une pluie de période de retour de 10 ans sur la base d'un débit de fuite de 10 l/s.ha.**

---

Pour information, tout rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles dont la superficie drainée est supérieure ou égale à 1 ha est soumis à une procédure de déclaration loi sur l'eau. Cette procédure n'est pas nécessaire dans le cadre d'un rejet dans un réseau.



















## **Annexe 1 :**

### **Plan des réseaux d'assainissement**

---











## **Annexe 3 :**

### **Projet de zonage d'assainissement des eaux usées**

---











